

Le FMI intensifie l'aide à l'Afrique face à la crise

Bulletin du FMI en ligne

22 mai 2009

- Plus de 1,5 milliard de dollars de nouveaux prêts cette année, le double de 2008
- Les limites d'accès aux ressources ont été doublées
- Le FMI réclame un plus grand financement concessionnel pour le continent

Le Fonds monétaire international (FMI) intensifie son aide à l'Afrique face aux retombées de la crise économique mondiale. Il a ainsi entrepris d'accroître ses prêts, d'étendre son assistance technique et de fournir des conseils de politique économique sur les moyens d'enrayer la crise et de protéger les populations les plus vulnérables.

Montrant l'importance que revêt l'Afrique pour le FMI, le Directeur général, M. Dominique Strauss-Kahn, se prépare à visiter le continent pour la deuxième fois en trois mois. Il se rendra à cette occasion en République démocratique du Congo et en [Côte d'Ivoire](#) du 23 au 27 mai.

Dans les [Perspectives économiques régionales](#), publiées le 24 avril dernier, le FMI rappelle que l'Afrique subsaharienne est touchée de plein fouet par les retombées de la récession mondiale et prévoit que son taux de croissance tombera à 1½ % en 2009, contre près de 5½ % en 2008, pour remonter ensuite à environ 3¾ % en 2010, niveau qui reste inférieur à ce qui prévalait avant la crise.

Victime innocente

S'adressant à plus de 100 ambassadeurs et diplomates africains, à Washington, à la veille de son déplacement, M. Strauss-Kahn a rappelé que l'Afrique était, à maints égards, une victime innocente de la crise mondiale. Aussi, le FMI a-t-il décidé d'accroître ses concours en faveur du continent et des autres pays à faible revenu.

- **Doublement des prêts accordés.** À la fin mai 2009, les nouveaux prêts du FMI en faveur de l'Afrique subsaharienne dépassent déjà 1,5 milliard de dollars, soit le double de 2008, et d'autres concours en faveur d'autres pays sont à l'étude.
- **Doublement de l'aide concessionnelle à venir.** Le FMI compte accroître son assistance concessionnelle pour la porter à 3 milliards de dollars annuels en 2009–10, afin d'aider les pays à faible revenu à amortir l'impact de la crise mondiale.
- **Doublement des niveaux d'accès.** Le plafonnement de l'accès des pays aux financements concessionnels du FMI a été relevé au double.

- **Réforme des financements concessionnels.** Le FMI a engagé une réforme des instruments de prêt concessionnels afin de les rendre plus modulables et de mieux les adapter aux besoins des pays à faible revenu.
- **Vingt-quatre pays à faible revenu ont bénéficié d'un allègement de dette** de la part du FMI, pour un total de quelque 6 milliards de dollars.

Défendre les intérêts de l'Afrique

Lors d'une [conférence organisée en Tanzanie](#) en mars, il fut demandé à M. Strauss-Kahn de se faire l'avocat de l'Afrique auprès des instances internationales, notamment du [Groupe des Vingt](#) pays industrialisés et émergents (G-20).

À Washington, l'Ambassadeur de Djibouti, M. Roble Olhaye, a remercié le Directeur général au nom de la communauté africaine pour son « inlassable détermination » sur les dossiers économiques de l'Afrique. M. Olhaye a rappelé qu'en « œuvrant de façon crédible et systématique pour sensibiliser au sort des pays en développement, notamment en Afrique, et en soulignant que les financements nécessaires sont insignifiants par rapport aux plans de relance de nombreux pays industrialisés, [M. Strauss-Kahn] mène un combat exemplaire ».

« Avec des projections qui tablent sur une croissance d'à peine plus de 3 % — la moitié de la moyenne de la dernière décennie — et face au risque de voir des millions de personnes sombrer davantage dans la pauvreté, d'aucuns avancent que la crise financière risque de se convertir en crise humanitaire » à déclaré M. Olhaye, en insistant sur la nécessité d'un plus grand soutien.

Enrayer la crise

Durant son [intervention](#), le Directeur général a réaffirmé la détermination du FMI à travailler aux côtés de ses pays membres africains : « nous ne sommes que trop conscients des difficultés qu'ils connaissent. Dans cette conjoncture éprouvante, nous faisons de notre mieux pour répondre à leurs besoins ».

Compte tenu de la vulnérabilité des populations du continent il est plus impérieux qu'ailleurs de surmonter la crise. Dans toute la mesure du possible les gouvernements africains doivent user de la relance budgétaire et du levier de la politique monétaire et de la politique de change pour enrayer les effets de la crise. M. Strauss-Kahn a rappelé que d'après les études de la Banque mondiale, cette année près de 50 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté — 2 dollars par jour — si les besoins de financement des pays ne sont pas satisfaits, ajoutant que « trois millions d'enfants de plus risquent de mourir d'ici 2015 si la crise persiste ; nous devons à tout prix éviter cela ».

Accroître les financements

Appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts, M. Strauss-Kahn a rappelé que l'Afrique avait besoin de plus de financements pour surmonter la crise. « Le moment serait

particulièrement inopportun pour revenir sur l'engagement pris par les partenaires au développement à Gleneagles, lorsqu'ils décidèrent d'accroître l'aide en faveur de l'Afrique » a-t-il ajouté.

M. Strauss-Kahn a précisé que, par-delà le doublement des capacités de prêt, les concours du FMI sont devenus plus souples : « nous avons déjà doublé les limites d'accès sur tous nos concours financiers, y compris pour les pays à faible revenu... La facilité de protection contre les chocs exogènes a été réaménagée de manière à nous donner les moyens de réagir vite, en effectuant des décaissements élevés et immédiats lorsque les circonstances l'exigent. Nous avons par ailleurs entrepris de modifier nos dispositifs de prêts concessionnels ».

S'agissant de l'allègement de la conditionnalité, M. Strauss-Kahn a souligné que « les conditions dont sont assorties les programmes récents ont été plus clairement alignées sur les grands objectifs de réforme et sur les particularités locales ». Il a ajouté que les objectifs budgétaires ont été relâchés dans près de 80 % des programmes mis en œuvre par les pays africains avec l'appui financier du FMI.

En moyenne, pour tous les pays d'Afrique subsaharienne, les déficits budgétaires augmentent de 2 % du PIB en 2009 (7,5 % si l'on tient compte des producteurs de pétrole).

« Dans tous nos programmes de prêt, nous restons déterminés à protéger les populations les plus pauvres et les plus vulnérables » a-t-il rappelé, soulignant que le FMI ne recommande jamais de couper les dépenses de santé ou d'éducation : « près du tiers de nos programmes dans les pays à faible revenu sont dotés d'objectifs explicites de maintien, voire d'augmentation, des dépenses sociales. C'est là une responsabilité que nous assumons pleinement ».

M. Strauss-Kahn a également évoqué l'assistance technique du FMI, qui représente un volet important de sa présence en Afrique. Le continent reçoit un tiers de cette assistance technique et il a signalé que deux nouveaux centres régionaux d'assistance technique ouvriront leurs portes en Afrique.

M. Strauss-Kahn a conclu ainsi : « Le FMI n'est pas seul à venir en aide à l'Afrique; il ne saurait l'être. Pour aider l'Afrique à surmonter la crise, tous les partenaires au développement doivent donner suite à leurs engagements ».

Nouveaux prêts

La République démocratique du Congo est l'un des pays qui a dernièrement reçu un prêt du FMI. En mars, le Conseil d'administration a approuvé un financement de 195,5 millions de dollars au titre de la composante d'accès rapide de la [Facilité de protection contre les chocs exogènes](#). Le prêt contribuera à amortir les retombées négatives de la crise financière mondiale, lesquelles se sont traduites par une forte dégradation des termes de l'échange et un effondrement de l'investissement direct étranger, notamment dans le secteur minier.

La Côte d'Ivoire poursuit son redressement au sortir d'un conflit. Le FMI a approuvé en mars dernier en sa faveur un prêt de 565.7 millions de dollars au titre de la [Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance](#) afin d'aider les autorités à mettre en œuvre un programme économique destiné à assurer une croissance durable, à réduire la pauvreté et à faire avancer le programme de réformes économiques.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org



Entrepôt de cacao à Gonaouville. La Côte d'Ivoire, qui bénéficie d'un prêt de 565 millions de dollars du FMI à l'appui des réformes, accueille le Directeur général en mai (photo: Luc Gnago/Reuters).